



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8446^e séance

Jeudi 17 janvier 2019, à 10 heures

New York

Président : M. Singer Weisinger/M. Trullols (République dominicaine)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Schulz
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Hunter
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
France	M. Michon
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)

19-01271 (F)



Document adapté

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de l'Ambassadrice Joanna Wronecka, Représentante permanente de la Pologne, en sa qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadrice Wronecka.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Conformément au paragraphe 3 a) (iv) de la résolution 1591 (2005), j'ai l'honneur de faire au Conseil un exposé sur les activités menées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan au cours de la période allant du 4 octobre 2018 au 17 janvier 2019.

Au cours de cette période, le Comité s'est réuni le 24 octobre dans le cadre de consultations pour entendre un exposé de M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Concernant sa visite au Soudan, M^{me} Patten a dit qu'elle était la première Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit à être invitée par le Gouvernement soudanais. Elle a constaté durant cette visite que les conditions de sécurité s'étaient considérablement améliorées dans de nombreuses zones du Darfour, mais que les femmes et les filles, elles, continuaient d'être confrontées à d'énormes problèmes de sécurité. M^{me} Patten s'est dite optimiste quant au cadre de coopération, dont la signature est imminente, qui vise à prévenir et à combattre les violences sexuelles liées au conflit. Le cadre de coopération mettra l'accent sur l'application du principe de responsabilité en tant que puissant moyen de dissuasion et de prévention. M^{me} Patten a affirmé que la cessation des violences sexuelles, l'application du

principe de responsabilité pour ces crimes et la mise en œuvre de mesures de prévention et de protection, comme le prévoit le cadre de coopération, étaient nécessaires avant toute radiation des Forces armées soudanaises et des Forces d'appui rapide de la liste figurant en annexe des rapports du Secrétaire général sur les violences sexuelles en période de conflit.

Le 15 novembre, le Comité a publié un communiqué de presse (SC/13582) sur l'exposé de M^{me} Patten. Le 27 novembre, le Groupe d'experts sur le Soudan a soumis son dernier rapport (voir S/2019/34), conformément au paragraphe 2 de la résolution 2400 (2018). Le Comité a examiné le rapport et les recommandations y figurant dans le cadre de consultations le 14 décembre. Le rapport final a été transmis au Conseil le 10 janvier. Je ne vais donc pas parler en détail de sa teneur dans mon exposé aujourd'hui. Étant donné la période couverte, le rapport du Groupe d'experts n'a pas pris en compte les derniers faits survenus dans le cadre du processus de paix au Darfour, notamment la signature, le 6 décembre 2018, par l'Armée de libération du Soudan-faction mini Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité, d'un accord de négociation préalable avec le Gouvernement soudanais, appuyé par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

S'agissant des recommandations au Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a recommandé au Conseil d'exhorter les parties au conflit en Libye à cesser de coopérer avec les groupes armés darfouriens. Le Groupe d'experts a également indiqué que les États Membres devraient appuyer les initiatives régionales telles que le centre opérationnel régional de Khartoum, dans le cadre d'une approche holistique visant à consolider la paix, à gérer les frontières et à régler des problèmes intersectoriels tels que le trafic illicite de migrants.

Le Président (*parle en espagnol*) Je remercie l'Ambassadrice Wronecka de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie S. E. M^{me} Joanna Wronecka, Présidente du Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, pour sa présentation des activités dudit Comité pour la période allant du 4 octobre 2018 au 17 janvier 2019. Elle tient à lui exprimer ses chaleureuses félicitations pour le travail remarquable qu'elle accomplit à la tête de ce

Comité de sanctions et l'assurer du soutien de la Côte d'Ivoire dans l'exercice de ses fonctions.

Les consultations informelles tenues le 24 octobre 2018 ont permis aux membres du Comité d'entendre une présentation de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Si la Côte d'Ivoire note avec satisfaction l'amélioration de la situation au Darfour, elle déplore cependant la recrudescence des violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles. Mon pays soutient que les personnes responsables de ces actes doivent être traduites en justice devant les juridictions compétentes afin qu'elles répondent de leurs actes. Il est également nécessaire de renforcer le système de protection des victimes et de prévention de ces crimes.

Aussi, la Côte d'Ivoire salue-t-elle la visite, au Soudan, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit à l'initiative du Gouvernement soudanais. Ceci représente un pas important dans la création d'un cadre de coopération entre le Gouvernement soudanais et les Nations Unies en vue, entre autres choses, de la prévention des violences sexuelles en période de conflit et de la reddition des comptes pour les auteurs de ces crimes odieux.

La présence, en Libye, de groupes rebelles du Darfour, le financement par les parties belligérantes libyennes de ces groupes et la capacité des groupes armés soudanais à générer des financements dans la région et au-delà, tel que mentionné dans le rapport du Groupe d'experts (S/2019/34), sont une source de vives inquiétudes pour le Conseil. Il apparaît nécessaire de renforcer la collaboration entre les différents groupes d'experts et comités des sanctions en vue d'établir des cadres de partage d'informations qui permettront sans aucun doute d'améliorer les travaux des différents groupes et comités.

Pour terminer, la Côte d'Ivoire réitère ses félicitations à la Présidente du Comité des sanctions 1591 et appelle à une plus grande collaboration entre le Gouvernement soudanais et les Nations Unies afin de ramener de façon définitive la paix et la stabilité au Soudan.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Ambassadrice Joanna Wronecka de son rapport trimestriel sur les activités du Comité du Conseil de sécurité créé par

la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan. Il s'agit d'un excellent rapport, et nous avons suivi sa présentation avec beaucoup d'attention. Ma déclaration d'aujourd'hui portera sur trois questions, à savoir la situation en matière de sécurité, la transition vers la consolidation de la paix et bien entendu, les sanctions.

Premièrement, l'Indonésie note avec satisfaction que la situation en matière de sécurité est relativement stable dans le Darfour, mis à part des affrontements sporadiques qui ont eu lieu dans le Djebel Marra, comme le confirme le dernier rapport du Secrétaire général. Nous saluons également les efforts déployés par le Gouvernement soudanais pour promouvoir la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour, avec l'appui de la communauté internationale. Ma délégation prend note avec satisfaction de la signature, le mois dernier à Berlin, par le Gouvernement soudanais, l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité d'un accord de négociation préalable.

Cependant, nous sommes préoccupés par la présence de groupes armés darfouriens dans les pays voisins, notamment les efforts qu'ils déploient pour se doter de capacités financières et militaires. Le moment est venu de tarir les sources de financement de ces groupes. La communauté internationale doit exercer de fortes pressions sur les parties qui continuent d'entraver les progrès vers une paix durable et choisissent la guerre.

Deuxièmement, l'amélioration de la situation en matière de sécurité renforce le modèle de transition entériné dans la résolution 2429 (2018) et nous permet de concentrer nos efforts sur les activités de consolidation de la paix et de développement au Darfour. Il convient de poursuivre les activités de renforcement des capacités au Soudan, sur la base des politiques et des priorités nationales. Il importe de mobiliser les ressources nécessaires pour appuyer la transition vers la consolidation de la paix et le développement, tout en s'attaquant aux causes profondes du conflit et en veillant à ce que le Document de Doha pour la paix au Darfour continue d'être mis en œuvre. Ma délégation estime que le Fonds pour la consolidation de la paix peut jouer un rôle important à cet égard. Nous nous félicitons également de la proposition d'organiser une conférence des donateurs pour le Darfour afin de mobiliser des fonds suffisants en faveur de l'équipe de pays des Nations Unies. Ces dernières semaines, j'ai souligné à maintes reprises dans mes interventions que le développement économique est un facteur essentiel pour assurer la

stabilité, la croissance et une paix durable dans les pays. À cet égard, la communauté internationale doit continuer d'apporter son appui en vue d'instaurer une paix pérenne au Darfour.

Troisièmement, en ce qui concerne les sanctions, la position de l'Indonésie quant à leur efficacité demeure inchangée. Il ne faut recourir aux sanctions qu'en dernier recours, avec un calendrier clair, transparent et mesurable. Les mesures et les demandes ayant trait aux sanctions doivent également faire l'objet d'une évaluation périodique, notamment en tenant compte de la situation récente sur le terrain. Comme je viens de le dire, il faut également prendre en compte le développement économique à l'heure d'évaluer l'efficacité des sanctions. L'Indonésie est prête à contribuer à ce débat.

Pour terminer, je voudrais saluer le travail essentiel accompli par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). L'Indonésie a démontré son engagement à contribuer à la paix et à la stabilité au Darfour, notamment par sa contribution de longue date à la MINUAD, au sein de laquelle sont actuellement déployés 477 soldats de la paix indonésiens. Ma délégation estime que l'amélioration de la situation en matière de sécurité au Darfour permet d'envisager le retrait de la MINUAD en 2020, conformément à la résolution 2429 (2018).

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord rendre un hommage vibrant à l'Ambassadrice Joanna Wronecka pour le rapport détaillé qu'elle vient de nous présenter et pour l'excellent travail qu'elle accomplit en sa qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan. Je voudrais également la féliciter pour la formule qu'elle a adoptée, en présentant publiquement les rapports de ce Comité, afin qu'ils puissent faire l'objet d'un débat en plénière au Conseil.

C'est dans ce cadre que nous prenons la parole pour exprimer, d'une manière générale, les préoccupations de la République de Guinée équatoriale face à la reprise des combats entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid dans le Jebel Marra, des combats qui auraient fait plusieurs victimes, provoqué de nouveaux déplacements, exacerbé la crise humanitaire et donné lieu à des violations des droits de l'homme. En outre, nous voudrions faire part des préoccupations de notre gouvernement en ce qui concerne les violences sexuelles liées au conflit

au Darfour et les difficultés auxquelles se heurtent les personnes déplacées qui regagnent leurs foyers.

Comme nous le savons, le Gouvernement soudanais n'a pas ménagé ses efforts pour régler cette crise et normaliser la situation dans les zones touchées par le conflit. Tel que le Secrétaire général le souligne dans son dernier rapport, la situation en matière de sécurité est restée relativement stable dans le Darfour, mis à part les affrontements sporadiques qui ont eu lieu dans le Jebel Marra et qui ont entraîné des déplacements de civils et les différends qui persistent au sujet de l'accès à la terre et à d'autres ressources.

Pour consolider les progrès réalisés, il est impératif de contrer les activités des groupes armés darfouriens qui sont en train de consolider leur position en Libye, où ils mènent des activités rémunératrices qui leur permettent de continuer à alimenter le conflit.

À cet égard, il faut veiller à l'application stricte des sanctions contre les personnes et les entités qui ont été identifiées et désignées, notamment l'interdiction de voyager et le gel des avoirs. Il est également urgent que le Conseil de sécurité lance un appel aux différentes factions belligérantes en Libye pour qu'elles s'abstiennent de coopérer avec les groupes armés du Darfour. Tant que les sanctions adoptées par le Conseil ne seront pas appliquées rigoureusement, il sera difficile de consolider la normalisation de la situation, de garantir la sécurité de la population, de mettre fin à la situation humanitaire difficile et de protéger les femmes des atteintes sexuelles. Il est donc nécessaire de revoir les sanctions imposées par la résolution 2400 (2018) parallèlement au processus de retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD).

Nous concluons notre intervention en félicitant la MINUAD pour le travail qu'elle accomplit et en l'encourageant à poursuivre son action, en particulier en ce qui concerne la protection des civils, y compris pendant son processus de retrait. Nous encourageons aussi le Gouvernement soudanais à faire tout ce qui est en son pouvoir pour l'application des sanctions, à dispenser des cours de formation relatifs à la violence sexuelle et à établir des centres et des institutions de police et de justice dans les zones reculées du pays, afin de faciliter l'accès à la justice et à la protection policière.

M. Hunter (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice Joanna Wronecka de l'exposé qu'elle a présenté aujourd'hui sur le travail

important entrepris par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan et de son attachement à l'action du Comité. Comme toujours, elle bénéficie de notre soutien constant.

L'exposé présenté le 24 octobre par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, au Comité des sanctions concernant le Soudan a souligné le problème persistant de la violence sexuelle perpétrée par des acteurs étatiques et non étatiques au Soudan et la nécessité continue de l'attention de la communauté internationale à ce sujet. Les informations communiquées par la Représentante spéciale, selon lesquelles les auteurs des violences sexuelles comprennent des membres des milices armées non gouvernementales mais aussi des membres des forces armées et de la police soudanaises, sont inquiétantes. Il est impératif que le Gouvernement soudanais mène des enquêtes et amène les responsables de tels crimes à répondre de leurs actes.

Le régime de sanctions concernant le Soudan permet d'inscrire sur la liste les individus qui commettent des violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme, ou d'autres atrocités. Comme l'a recommandé la Représentante spéciale Patten, le Groupe d'experts sur le Soudan doit être doté de davantage de ressources pour enquêter sur les crimes de violence sexuelle, ce qu'il doit être chargé de faire dans les zones du Jebel Marra, notamment à Nertiti, où plusieurs incidents ont été signalés récemment. Bien qu'un travail important reste à faire pour lutter contre ce problème persistant, nous nous félicitons des échanges entre le Gouvernement soudanais et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et nous exhortons le Gouvernement à continuer de coopérer avec elle à l'avenir.

Le renforcement des protections et des pratiques relatives aux droits de l'homme est un des six domaines clefs d'intérêt mutuel qui constituent des priorités de la phase II du cadre d'engagement bilatéral convenu l'année dernière entre les États-Unis et le Soudan. Nous saluons l'attachement du Soudan à réaliser des progrès sur cette question, entre autres. À cet égard, nous signalons notre vive préoccupation au sujet de la réaction du Gouvernement soudanais à des manifestations récentes au Soudan, qui a fait un nombre important de victimes et de blessés graves et entraîné la détention arbitraire, sans inculpation ni procès, de plusieurs militants politiques

et manifestants. Nous exhortons le Gouvernement à respecter pleinement les droits à la liberté d'association et de réunion pacifique et à libérer tous les journalistes, les dirigeants de l'opposition politique, les militants et les autres manifestants détenus arbitrairement. Nous exhortons aussi le Gouvernement à veiller à ce qu'une enquête pleinement indépendante et transparente relative aux décès de manifestants soit menée dès que possible, suivie par l'application du principe de responsabilité pour tout emploi excessif de la force.

S'agissant du rapport du Groupe d'experts (voir S/2019/34), nous notons avec préoccupation la poursuite des affrontements entre l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS-AW) et les forces du Gouvernement soudanais. Les opérations militaires de grande ampleur menées par les forces armées soudanaises en réaction aux attaques de harcèlement de l'ALS-AW afin de chasser ce groupe de la zone nous inquiètent tout particulièrement. Ces combats ont fait de nombreuses victimes de part et d'autre et se sont soldés par de nouveaux déplacements, une crise humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme. De plus, dans l'ensemble du Darfour, les femmes et les filles continuent d'être soumises à des violences sexuelles liées au conflit. Les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, les fusillades aveugles, les pillages et les destructions de biens qui résultent du conflit sont inacceptables, et nous demandons à toutes les parties de cesser les hostilités.

Même si la diminution du soutien financier et logistique reçu par les rebelles au Darfour en provenance du Soudan du Sud est encourageante, nous sommes préoccupés par les informations faisant état d'une augmentation de l'appui de groupes libyens aux groupes armés darfouriens. En outre, les actes visant à contourner l'embargo sur les armes qui ont été signalés tant du côté des groupes armés que du Gouvernement soudanais soulignent la nécessité d'accorder davantage d'attention à l'application de l'embargo sur les armes imposé au titre du régime de sanctions.

Les États-Unis sont préoccupés par les informations du Groupe d'experts selon lesquelles le Gouvernement soudanais porte atteinte à l'indépendance du Groupe en imposant la participation du Gouvernement aux réunions entre le Groupe et les interlocuteurs non gouvernementaux. Nous appuyons pleinement l'indépendance du Groupe et nous engageons le Gouvernement soudanais à coopérer à cet égard. Les États-Unis encouragent tous les États

Membres à coopérer avec le Groupe d'experts sur le Soudan et à s'acquitter pleinement de leurs obligations, conformément aux mesures d'embargo sur les armes, de gel des avoirs et d'interdiction de voyager. Nous demandons également aux factions belligérantes libyennes de cesser leur coopération avec les groupes armés du Darfour.

Nous continuerons d'encourager le Gouvernement soudanais, le Mouvement pour la justice et l'égalité et l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi à faire fond sur l'accord récent relatif à un cadre de négociations et à réaliser des progrès en vue de la cessation des hostilités et d'un accord politique. Nous demandons aussi à l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid de dialoguer avec le Médiateur en chef conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour et de s'engager dans un processus de paix.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie M^{me} Joanna Wronecka, Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, de son exposé.

À l'heure actuelle, la situation dans la région du Darfour, au Soudan, reste stable dans l'ensemble. Le Gouvernement soudanais s'emploie activement à faire avancer la reconstruction au Darfour et renforce ses capacités dans les domaines de la gouvernance et de la sécurité dans la région. Il a également mis en place des échanges avec les parties qui n'ont pas signé le Document de Doha pour la paix au Darfour. Ces efforts du Gouvernement consolideront davantage et feront avancer le processus de paix au Darfour.

La Chine estime que le Gouvernement soudanais doit assumer la responsabilité principale du maintien de la sécurité au Darfour. Tandis que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) se retire progressivement du Darfour conformément à la feuille de route, la communauté internationale doit aider activement le Gouvernement soudanais à renforcer sa propre sécurité et ses capacités de gouvernance et veiller à ce que les forces de sécurité soudanaises assument dès que possible les responsabilités de la MINUAD dans le domaine de la sécurité.

Le Conseil de sécurité doit revoir rapidement les sanctions concernant le Soudan et apporter des ajustements à la lumière des faits les plus récents, avec pour objectif, à terme, leur levée totale. Cela enverra un message positif aux pays concernés et aidera le

Gouvernement soudanais à mieux maintenir la paix et la stabilité dans la région.

La Chine constate que plusieurs partis de l'opposition et groupes armés au Darfour continuent de résister au processus de paix. La Chine exhorte ces partis d'opposition et groupes armés à participer activement au processus de paix et à trouver une solution grâce au dialogue pacifique et à d'autres moyens politiques. La Chine appuie le fait que le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour le Soudan et le Soudan du Sud poursuive ses bons offices afin de promouvoir le règlement sans heurt des questions pertinentes.

Le développement est une importante garantie de paix. La Chine espère que les partenaires internationaux continueront de fournir activement une aide humanitaire et une assistance économique conformément aux besoins du Soudan. L'Organisation des Nations Unies doit utiliser pleinement les instances disponibles, telles que la Commission de consolidation de la paix, pour fournir l'appui nécessaire à la reconstruction et au développement du Soudan.

La Chine défend depuis longtemps le processus de paix au Darfour, au Soudan, et elle est un des principaux pays fournisseurs de contingents à la MINUAD. Au fil des ans, nous avons contribué concrètement au maintien de la paix et de la stabilité au Darfour. La Chine est prête à œuvrer en collaboration avec la communauté internationale et elle continuera de jouer un rôle constructif dans la recherche de la paix, de la stabilité et du développement au Darfour.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens à remercier la Représentante permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadrice Joanna Wronecka, de l'exposé qu'elle a présenté en sa qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan.

Après avoir participé aux réunions du Comité et examiné les rapports du Groupe d'experts, notamment le rapport final (voir S/2019/34), il est apparu clairement que les questions des personnes déplacées, de la sécurité et de l'avenir du Darfour ont dominé les discussions et les rapports du Comité.

Nous nous félicitons de la diminution constante, depuis plusieurs années, du nombre de personnes déplacées au Darfour. Nous espérons vivement que les États Membres offriront tout l'appui nécessaire au

Soudan pour créer les conditions propices au retour et à la réinstallation des personnes déplacées, ainsi que pour leur fournir des services de base et pour continuer d'acheminer l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin.

En ce qui concerne la situation sécuritaire, nous sommes presque tous d'accord pour dire que la majeure partie du Darfour est stable, exception faite de certaines opérations de combat près du Jebel Marra. Le moment est venu pour le Conseil de sécurité de réexaminer le régime de sanctions conformément à la résolution 2400 (2018), l'objectif étant de lever progressivement ce régime et de faire en sorte que le Gouvernement puisse rétablir son autorité sur tous ses territoires en tenant compte de l'évolution de la situation sur le terrain et en fonction du degré de coopération des parties dans le cadre des efforts de paix menés.

Nous redisons notre reconnaissance aux autorités soudanaises pour les efforts qu'elles déploient afin de collecter les armes et de renouveler le cessez-le-feu. L'instauration de la sécurité au Darfour a poussé la plupart des factions armées à quitter le Soudan, mais elles continueront de menacer la paix et la sécurité où qu'elles se trouvent.

Pour terminer, en ce qui concerne l'avenir du Darfour, une solution politique demeure une priorité pour nous tous. Bien qu'aucune percée politique majeure n'ait eu lieu au cours de la période considérée, le Gouvernement soudanais demeure la seule partie qui ait participé à toutes les négociations sur le Darfour. En outre, le Document de Doha pour la paix au Darfour demeure le document directeur fondamental pour l'avenir du Darfour, conformément à la résolution 2429 (2018). Tout cela est également lié à l'examen des sanctions par le Conseil de sécurité, conformément à la résolution 2400 (2018). Nous avons espéré que cet examen aurait lieu dans l'année suivant l'adoption de cette résolution.

Nous voudrions réaffirmer notre appui aux efforts déployés par le Soudan pour consolider et pérenniser la paix au Darfour.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous tenons à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Nous remercions également l'Ambassadrice Joanna Wronecka, Présidente du Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, de son rapport détaillé à 90 jours sur les travaux du Comité, ainsi que de l'important travail qu'elle accomplit à sa tête. Nous saluons en particulier

la réunion d'information avec M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, qui nous a informés de la situation déplorable dans laquelle se trouve le peuple soudanais, en particulier les femmes et les enfants, qui sont les principales victimes de ce fléau, perpétré par des acteurs aussi bien étatiques que non étatiques.

Dans ce contexte, nous notons avec préoccupation qu'en dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire dans de nombreuses régions du Darfour, le nombre de victimes de violences sexuelles demeure alarmant. Qui plus est, certains cas ne sont pas signalés pour diverses raisons, notamment la crainte de représailles, de stigmatisation ou de non-application de la loi. Nous soulignons l'urgente nécessité de traduire en justice les responsables de ces crimes atroces. Nous appuyons les recommandations de M^{me} Patten et tenons à souligner en particulier l'importance d'inclure la violence sexuelle comme critère de désignation indépendant pour l'inscription sur la liste des sanctions.

À cet égard, comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son dernier rapport, nous estimons que les sanctions sélectives sont un outil important pour s'attaquer à ce problème et que le Conseil de sécurité peut contribuer à prévenir de tels crimes. En outre, nous notons avec préoccupation que les groupes rebelles au Darfour continuent de recevoir des financements de diverses sources et divers pays de la région, ce qui fait peser une menace constante sur la stabilité relative au Darfour et, en fin de compte, va à l'encontre des efforts visant à instaurer une paix durable dans le pays.

Nous soulignons également qu'il importe que toutes les parties respectent l'embargo sur les armes. Nous déplorons les violations répétées de cet embargo et demandons au Gouvernement soudanais et aux États Membres de s'acquitter de cette obligation internationale, de se conformer aux mesures relatives au gel des avoirs et de coopérer avec le Groupe d'experts.

Par ailleurs, nous observons avec préoccupation la poursuite des affrontements entre le Gouvernement soudanais et les groupes rebelles dans la région du Jebel Marra. La violence qui en résulte provoque de nouveaux déplacements et de graves violations des droits de l'homme et abus contre les civils.

Enfin, nous félicitons et remercions une fois de plus l'Ambassadrice Wronecka de son travail à la tête du Comité et l'assurons de notre coopération. Nous

continuerons de contribuer aux efforts menés pour parvenir à une cessation définitive des hostilités et à un accord politique qui permette de consolider une paix durable au Darfour.

M. Michon (France) : Je tiens tout d'abord à remercier l'Ambassadrice Joanna Wronecka pour la présentation des activités du Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan au cours de l'année 2018 et à saluer à cet égard son action à la tête de ce comité de sanctions depuis un an. Les initiatives et réunions qu'elle a évoquées, notamment celle avec M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, en octobre, ont contribué à la réflexion commune des membres du Conseil afin d'assurer la bonne mise en œuvre du régime de sanctions. La France la soutient pleinement et salue son engagement personnel en faveur de la paix au Darfour.

De façon préliminaire, qu'il me soit permis d'abord d'indiquer que la France suit avec la plus grande attention les événements qui ont actuellement cours au Soudan, à Khartoum, mais aussi en province. Dans le contexte des contestations sociales actuellement en cours, nous appelons les autorités soudanaises à garantir le droit à la liberté de réunion, à la liberté d'association et d'expression, conformément à leurs engagements internationaux. Toutes les parties doivent faire preuve de retenue et s'abstenir de tout nouveau recours à la violence afin d'apaiser la situation.

S'agissant du Darfour, nous reconnaissons que globalement la situation sécuritaire s'est améliorée, mais nous déplorons la recrudescence, cette année, des affrontements dans le Jebel Marra, qui provoquent leur lot de déplacés, de victimes civiles et de violations des droits de l'homme par toutes les parties au conflit. Les autorités soudanaises et les groupes armés doivent impérativement avancer dans le processus de paix. Il s'agit de mettre fin aux hostilités, mais aussi de traiter les causes profondes du conflit, notamment la question foncière, celle de l'accès aux ressources naturelles et le rétablissement de l'état de droit.

Je tiens à cet égard à saluer la signature, le 6 décembre dernier à Berlin, d'un accord de pré-négociation entre le Gouvernement et certains groupes armés. C'est un pas dans la bonne direction.

Nous restons, cependant, très préoccupés par la question des violences sexuelles, et je veux saluer à cet

égard la contribution précieuse de M^{me} Pramila Patten. Les informations détaillées qu'elle a fournies au Comité nous ont permis de mieux saisir l'ampleur des violences sexuelles au Darfour.

Je regrette, à cet égard, que nous ne soyons pas parvenus à un consensus pour refléter dans le rapport de la Présidente l'ensemble des éléments de son intervention devant le Comité de sanctions, mais nous avons pris bonne note de toutes ces informations et nous soutenons pleinement les recommandations qu'elle a formulées devant le Comité, notamment sa recommandation que les violences sexuelles soient un critère de désignation pour des sanctions individuelles. Il faut, en effet, désormais que les auteurs et les responsables de ces violences rendent des comptes. Il faut encourager les victimes à porter plainte, et s'assurer que cela débouche sur des enquêtes et des poursuites. C'est pour nous une priorité.

Nous nourrissons également de fortes inquiétudes concernant l'accès humanitaire. Il est indispensable de mettre en place un régime de cessez-le-feu robuste et durable pour permettre un accès humanitaire sûr et une assistance sans entrave à ces territoires et populations qui sont dans le besoin.

Enfin, s'agissant de la perspective de retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), sur laquelle le Conseil s'est récemment prononcé, cette perspective de retrait a vocation à se faire progressivement en fonction notamment de la situation sécuritaire sur le terrain, et en prenant en compte en particulier du sort des déplacés, le respect des droits de l'homme et la question des violences sexuelles. Si ces conditions sont réunies, ce que nous souhaitons, il sera important qu'après le départ de la MINUAD, les observateurs en matière de droits de l'homme puissent avoir accès à l'ensemble du territoire, et notamment aux zones les plus reculées.

Enfin, pour conclure, je voudrais dire que le régime de sanctions sur le Soudan reste un outil indispensable, qu'il s'agisse de l'embargo sur les armes ou des sanctions individuelles, pour accompagner cette phase de transition au cours de laquelle nous devons rester particulièrement vigilants.

M. Schulz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens à mon tour à remercier l'Ambassadrice Joanna Wronecka, Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, pour son excellent travail. Nous la remercions de son exposé et aurions été intéressés par un rapport plus

long et plus détaillé encore. Nous regrettons également qu'il ait été impossible de réunir un consensus sur ce document important.

Par ailleurs, nous sommes particulièrement intéressés par l'exposé qu'a présenté la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Patten. L'Allemagne est très préoccupée par la violence sexuelle au Soudan. Nous abondons dans le sens du Représentant permanent du Pérou, qui a proposé d'ajouter la violence sexuelle au nombre des critères d'inscription sur la liste des sanctions dans ce contexte. Les sanctions doivent être rigoureusement appliquées. À l'heure actuelle, il nous semble nécessaire de préserver le régime de sanctions et le travail très important du Groupe d'experts, que nous saluons.

Plus généralement, concernant le Darfour, je tiens à dire que l'Allemagne est très mobilisée dans la consolidation de la paix au Darfour, qui revêt pour nous une grande importance. Nous appuyons les efforts de médiation et le dialogue politique, d'une nécessité absolue, car c'est le seul moyen de parvenir à une solution durable pour le Soudan et le Darfour. Nous nous félicitons, cela va sans dire, de la signature à Berlin de l'accord de pré-négociation sur le Darfour, et nous sommes tout prêts à continuer d'appuyer le processus de paix.

Néanmoins, si nous reconnaissons que les conditions de sécurité au Darfour connaissent certaines améliorations, nous devons également prendre en considération les défis qu'il reste à relever. Il s'agit notamment des problèmes de sécurité, que nombre de mes collègues ont d'ailleurs évoquées. Nous nous préoccupons beaucoup, en outre, de ce que le cessez-le-feu unilatéral n'ait toujours pas été prorogé par le Gouvernement soudanais, et nous nous inquiétons, il faut le dire, que, du fait de la situation au Soudan, l'élan pris récemment par le processus de paix pourrait se perdre.

Quant à la situation et aux faits nouveaux observés au Soudan en général, je signale que nous les suivons avec préoccupation; il convient évidemment d'évoquer les manifestations qui ont lieu dans tout le pays depuis décembre. Ces manifestations ont fait des morts et des blessés. La Haute-Commissaire aux droits de l'homme a fait part de son inquiétude face aux informations crédibles faisant état d'un recours excessif à la force. Le Gouvernement soudanais doit répondre aux doléances légitimes du peuple soudanais. Les divergences de vues doivent être tolérées, et non réprimées par une force

excessive. En outre, la réponse aux manifestations doit respecter le principe de proportionnalité.

Dans ce contexte global, et face à l'évolution de la situation au Soudan en général et au Darfour en particulier, nous pensons que l'unité du Conseil de sécurité conserve la plus haute importance et que l'application rigoureuse du régime des sanctions demeure absolument cruciale.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Outre la déclaration que j'ai faite en ma qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, je voudrais faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Je tiens tout d'abord à remercier les membres sortants du Conseil de sécurité – la Bolivie, l'Éthiopie, le Kazakhstan, les Pays-Bas et la Suède – de leur coopération fructueuse et axée sur la recherche de solutions tout au long de leur mandat au Conseil, ainsi que de leur inestimable contribution aux travaux du Comité. Je voudrais également remercier le Gouvernement soudanais et la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies de leur coopération au cours des 12 derniers mois de ma présidence.

Pour revenir au Comité des sanctions, je voudrais souligner plusieurs questions particulièrement importantes pour la Pologne. Nous sommes préoccupés par les informations faisant état de violences sexuelles et sexistes, lesquelles continuent d'être commises en toute impunité au Darfour. Nous appelons le Gouvernement soudanais à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces agissements et traduire leurs auteurs en justice, et à continuer de coopérer avec la Représentante spéciale Patten sur cette question. Nous avons tous constaté que la mobilisation du Gouvernement sur la question du sort des enfants en temps de conflit armé avait eu des résultats positifs et nous sommes convaincus que le Soudan peut exploiter cette expérience dans d'autres domaines.

Nous restons en outre préoccupés par les conséquences sur la population civile des affrontements entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid dans le Jebel Marra, ainsi que par les informations selon lesquelles des violations des droits de l'homme seraient commises dans le cadre de ces combats. La situation des déplacés darfouriens reste elle aussi préoccupante. Ils manquent d'accès aux services socioéconomiques et à l'aide

humanitaire. Ils subissent en outre menaces, harcèlement et intimidation.

En ce qui concerne les autres aspects du régime des sanctions, nous notons à regret les informations faisant état de violations de l'embargo sur les armes, tant par le Gouvernement lui-même que par tous les groupes armés, et nous engageons le Gouvernement soudanais à obtenir l'approbation préalable du Comité avant de transférer du matériel militaire au Darfour.

Je profite de cette occasion pour remercier le Groupe d'experts sur le Soudan de son professionnalisme, de la qualité des informations qu'il fournit au Comité et de sa coopération quotidienne. J'encourage le Gouvernement soudanais à continuer de coopérer avec le Groupe et à donner aux experts la marge de manœuvre nécessaire pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat en toute indépendance et avec impartialité.

La Pologne estime que les sanctions ne sont pas une punition mais un outil politique visant à modifier les comportements pour les rendre constructifs, et qu'elles doivent faire l'objet d'examen réguliers de sorte qu'elles tiennent compte au mieux de la dynamique en place sur le terrain. Dans ce contexte, je voudrais rappeler la recommandation que j'avais formulée après ma visite au Soudan et dont j'avais informé le Conseil lors de mon exposé trimestriel en juin l'an dernier (voir S/PV.8287). Cette recommandation se lit comme suit :

« Que le Conseil maintienne son intention, telle qu'exprimée au paragraphe 3 de la résolution 2400 (2018), d'examiner les mesures concernant le Darfour compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain. Dans le cadre de cet examen, le Conseil pourrait envisager de fixer des paramètres axés sur la recherche de solutions en vue de l'abrogation, à terme, de ces mesures, ce qui pourrait être un moyen d'encourager des changements positifs au Soudan. »

Je maintiens cette recommandation et, durant mon mandat de Présidente du Comité des sanctions sur le Soudan, le Conseil peut être assuré que je suis prête à lui apporter mon assistance dans tous les efforts visant à adapter le régime des sanctions à la situation en place au Darfour.

Pour terminer, je tiens à assurer aux membres que, en tant que Présidente, je continuerai de guider les travaux du Comité de sorte qu'il appuie les efforts du Conseil pour contribuer à la cessation de ce conflit

prolongé dans la région du Darfour et, ce faisant, à la paix et à la stabilité dans la région.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance d'information. Je remercie aussi notre collègue, la Représentante permanente de la Pologne, pour son compte rendu détaillé des activités du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan. Je salue le dynamisme avec lequel elle mène les travaux de ce comité.

D'une manière générale, nous pouvons dire que la situation au Darfour suit une tendance positive mais requiert toujours notre vigilance. Nous sommes par ailleurs préoccupés par les violences constatées à l'occasion de manifestations récentes dans tout le pays. Nous déplorons que ces violences aient conduit à des décès, et appelons les autorités à faire preuve de retenue. Nous sommes aussi inquiets des conséquences que la situation politique au Soudan pourrait avoir sur le processus de paix au Darfour et appelons toutes les parties à s'inscrire dans le processus de paix.

Le rapport que nous venons d'entendre nous rappelle, alors même que nous réfléchissons à une stratégie de retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, que les souffrances de la population ne sont malheureusement pas terminées. Les violences sexuelles liées au conflit frappent toujours en particulier les femmes et les filles. Nous sommes profondément préoccupés par leur manque d'accès à un recours judiciaire et appelons le Gouvernement soudanais à renforcer ses capacités nationales pour un soutien juridique, médical et psychosocial aux victimes des violences sexuelles. Dans ce cadre, nous soutenons le travail de la Représentante spéciale, M^{me} Patten, et nous nous réjouissons de continuer à collaborer avec elle, et notamment de l'écouter dans le cadre des réunions des comités de sanctions. La Belgique est favorable à faire de la violence sexuelle un critère de désignation à part entière. Cela signifie que les experts travaillant pour les comités de sanctions doivent être formés dans ce domaine. Nous voyons aussi l'utilité d'une collaboration similaire avec la Représentante spéciale pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

D'autres éléments du rapport du Groupe d'experts nous interpellent, notamment la persistance des groupes armés à l'extérieur du Soudan. Ces combattants offrent leurs services au plus offrant, et vu leur grande mobilité, posent une menace pour toute la région, y compris le Soudan lui-même. Un autre élément est la circulation

d'armes originaires du Darfour dans la région. Même s'il est possible que la campagne de collecte d'armes organisée au Darfour par les autorités ait poussé certains combattants à revendre leur excédent, les efforts doivent être poursuivis pour endiguer ce trafic. L'embargo sur les armes au Darfour fait partie des mesures utiles en ce sens.

Enfin, nous voudrions ici saluer le travail précieux fourni par le Groupe d'experts, qui complète par des informations circonstanciées et vérifiables, et par des enquêtes approfondies, la vision qu'ont les membres du Conseil de la situation sur le terrain. Leur tâche est extrêmement importante, et pour la meilleure information du Conseil, il est crucial de préserver leur indépendance. Nous appelons toutes les parties, au Soudan et ailleurs, à collaborer sincèrement avec ces experts et à leur permettre de remplir leur mission sans interférence.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous tenons à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Nous souhaitons également rendre hommage à l'Ambassadrice Joanna Wronecka et la remercier de son exposé et de son dynamisme sur ce dossier. Nous souhaitons par ailleurs la bienvenue à nos collègues soudanais au Conseil aujourd'hui.

L'Afrique du Sud se félicite de l'amélioration des conditions de sécurité au Darfour. La situation s'est considérablement améliorée ces dernières années et l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) joue un rôle louable. Nous saluons l'Ambassadeur Jeremiah Mamabolo, Chef de la MINUAD, ainsi que ses collègues – tous les Bérêts bleus et les composantes civiles – qui font du bon travail au Darfour. Malgré le retrait prévu, qui est décrit dans la 2429 (2018), la MINUAD doit continuer de garantir la protection des civils vulnérables, en particulier dans les camps de personnes déplacées et en vue de prévenir la violence sexuelle. L'Afrique du Sud se félicite également des avancées réalisées dans le cadre du processus de paix au Darfour et dans la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour, et elle appelle toutes les parties à continuer de prendre part aux négociations, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Le Conseil a entrepris, sur la base de la résolution 1591 (2005), de faire pression sur les parties qui entravaient le processus de paix. Il a reconnu que leurs agissements constituaient une menace à la

stabilité au Darfour et dans la région. En outre, il a ciblé les acteurs qui commettaient des violations du droit international humanitaire ou du droit des droits de l'homme ou qui commettaient d'autres atrocités, ou encore ceux qui violaient les mesures convenues dans la résolution 1556 (2004). De même, comme l'a souligné la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, nous devons également réagir face aux progrès enregistrés sur le terrain, avec la normalisation de la situation au Darfour, qui a poussé la MINUAD à ramener ses effectifs de 17 000 à 4 000. Du fait de l'évolution positive de la situation dans cette région du Soudan, il importe que le Conseil soit en mesure de reconnaître et de saluer les progrès accomplis en conséquence des mesures imposées en application de la résolution 1591 (2005). Le Conseil devrait assouplir certaines sanctions imposées préalablement. Nous accueillons avec satisfaction la recommandation de la Présidente du Comité des sanctions sur le Soudan.

Cela ne signifie pas que plus aucun élément ne nécessite notre attention. Nous demeurons préoccupés par les violations continues de l'embargo sur les armes, notamment les transferts d'armes au Darfour, qui déstabilisent la situation sur le terrain. À cet égard, nous exhortons la MINUAD, conformément à la résolution 2429 (2018), à continuer de fournir une aide technique et logistique à la Commission soudanaise pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration. L'Afrique du Sud reste également préoccupée par la présence croissante de groupes armés darfouriens en Libye, car de nouvelles violations de l'embargo pourraient alimenter le conflit dans la région. Cela compromet toute avancée vers la stabilité et l'instauration d'une paix et d'un développement durables. Les femmes et les enfants sont les plus durement touchés par la violence sexuelle, qui est de plus en plus souvent utilisée comme arme de guerre, ce qui a une incidence à long terme sur l'édification de sociétés pacifiques et prospères. À cet égard, nous félicitons le Gouvernement soudanais des efforts qu'il déploie pour combattre la violence sexuelle en période de conflit.

L'Afrique du Sud espère qu'alors que la MINUAD continue de réduire ses opérations et de se retirer des régions stables au Darfour, le Gouvernement soudanais va mettre en place des services administratifs et rétablir la normalité dans cette région soudanaise jusqu'ici en proie au trouble. Le Conseil doit faire tout ce qui est en son pouvoir afin que l'échéance fixée pour la fin du mandat et le retrait de la MINUAD, à savoir le 30 juin,

soit respectée. Cela amplifierait grandement l'appel de l'Afrique à faire taire les armes d'ici 2020.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons pris note de l'exposé de M^{me} Joanna Wronecka, Représentante permanente de la Pologne, sur les travaux du Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan.

Nous prenons note de la trajectoire globalement positive de la situation militaire et politique et du règlement du conflit au Darfour. Les conditions de sécurité sont stables. La violence armée est sur le déclin. Les affrontements à grande échelle et les conflits intercommunautaires ont cessé. Les réfugiés et les personnes déplacées sont en train de rentrer chez eux.

Nous ne voyons pas d'autre option que le Document de Doha pour la paix au Darfour comme base d'un règlement politique dans la région, et nous accueillons avec satisfaction les mesures prises par Khartoum pour le mettre en œuvre. La signature le 6 décembre à Berlin d'un accord préliminaire pour la reprise du processus de paix témoigne de la volonté des parties d'instaurer une paix durable dans la région sur la base de négociations. Dans ce contexte, nous avons été déçus par la position contre-productive d'Abdul Wahid al-Nour. Nous devons reconnaître que les tentatives de charmer les acteurs intransigeants nuisent au processus de paix. Nous estimons que les parrains extérieurs de l'opposition soudanaise doivent encourager plus activement leurs protégés à adopter des positions plus réalistes.

Comme cela a été souligné à maintes reprises dans cette salle, les sanctions ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un des outils dont dispose le Conseil pour promouvoir les processus de paix et encourager le dialogue politique. L'évolution positive observée au Darfour suggère que les sanctions adoptées il y a 14 ans ont déjà porté leurs fruits.

Il est évident qu'il faut une feuille de route claire en vue de la levée des sanctions imposées par le Conseil de sécurité au Soudan. Dans le cadre de la réduction prévue des effectifs du contingent chargé du maintien de la paix de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, nous voudrions signaler que l'ancien Président du Comité 1591 (2005) a fait une recommandation logique et opportune, à savoir qu'il faut que l'allègement des sanctions aille de pair avec le retrait des Casques bleus. Notre expérience en Érythrée a montré que lorsque les membres occidentaux du Conseil font eux aussi preuve de volonté politique,

il est fort possible d'obtenir des progrès concrets dans la levée des sanctions. Malheureusement, nous n'avons pas vu cela de leur part jusqu'à présent. Qui plus est, nous sommes déjà en train d'entendre des pseudo-défenseurs des droits de l'homme signaler qu'ils sont en faveur d'un durcissement *de facto* des sanctions imposées au Soudan, en faisant de la violence sexuelle et sexiste un critère de désignation à part, en renforçant la capacité du Groupe d'experts du Comité 1591 (2005) et en lui octroyant plus de pouvoirs en la matière, ainsi qu'en liant une éventuelle levée des sanctions imposées au Soudan au règlement de la question de la violence sexuelle au Darfour. Un tel changement risquerait, selon nous, de chambouler l'ensemble du régime de sanctions imposé au Soudan, lequel, faut-il le rappeler, a été mis en place aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ceux qui prônent de tels changements n'agissent pas sur la base des tendances qui marquent la situation réelle sur le terrain, mais plutôt en se fondant sur leurs intérêts nationaux étroits, qui sont souvent trop éloignés de l'intérêt de la paix au Darfour.

Nombre de nos collègues ont parlé aujourd'hui des manifestations au Soudan. Je voudrais souligner que ce sujet n'a rien à voir avec le sujet de la séance. L'objectif de ce genre de tactiques est clair : faire croire que le Conseil est compétent pour examiner un problème soudanais purement national dans le cadre du régime de sanctions. Je tiens à souligner que cela ne correspond en aucune manière à la réalité et que personne ne doit se laisser induire en erreur sur cela. En général, il est difficile de se débarrasser de l'impression que soulever la question des manifestations antigouvernementales à Khartoum, qui est en soi une ingérence dans les affaires intérieures du pays, n'entre pas dans la rubrique « ingénierie géopolitique » et des politiques bien connues de l'Occident visant à remplacer les régimes qu'ils n'aiment pas. Nous savons tous ce à quoi cela a mené en Libye, au Soudan du Sud et dans plusieurs autres pays. Nous ne voulons pas que le Conseil de sécurité et le Comité 1591 deviennent otages des desseins géopolitiques de nos collègues occidentaux.

Pour terminer, je voudrais souligner à nouveau que tout régime de sanctions du Conseil de sécurité doit être examiné régulièrement afin de l'adapter aux réalités sur le terrain. C'est en ayant cela à l'esprit que nous avons adopté la résolution 2400 (2018), qui affirme clairement l'importance de procéder régulièrement à de tels examens. Nous espérons que des paramètres concrets en vue de la levée des sanctions seront élaborés

rapidement. Il va sans dire que cela fait longtemps qu'elles auraient dû l'être.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais moi aussi, comme d'autres, remercier la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, l'Ambassadrice Joanna Wronecka, de son exposé et des efforts qu'elle ne cesse de déployer en tant que Présidente en s'appuyant, bien entendu, sur sa vaste expérience. Il est décevant qu'elle n'ait pas été en mesure, du fait de l'absence de consensus entre les membres du Comité, de présenter un exposé plus détaillé sur ses activités.

Les organes subsidiaires du Conseil, y compris ses comités de sanctions, constituent un élément essentiel de l'action collective que nous menons aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous comptons sur l'ensemble des Membres de l'ONU et leur demandons d'appliquer les régimes de sanctions décidées par le Conseil, et nous avons la responsabilité de faire preuve de transparence dans la conduite du travail des comités des sanctions. Le Royaume-Uni continue d'appuyer pleinement le Comité des sanctions créé par la résolution 1591 (2005) et le Groupe d'experts. Je remercie le Groupe d'experts de ses efforts pour fournir au Comité une analyse globale de la mise en œuvre des régimes de sanctions et de la dynamique politique et sécuritaire générale au Soudan et dans la région.

Je ne suis pas d'accord avec la manière dont la délégation russe a dépeint la position du Royaume-Uni et des pays occidentaux sur les sanctions en général et sur le Soudan en particulier, laquelle est loin de la réalité. Les régimes de sanctions et les critères qui les sous-tendent sont décidés par le Conseil, comme prescrit dans la Charte des Nations Unies. Cela est approprié et juste. Le Royaume-Uni continuera d'agir de façon objective s'agissant de ce régime de sanctions et de tous les autres, et nous encourageons tous les collègues à faire de même.

S'agissant des activités du Groupe d'experts, le Royaume-Uni se félicite de la coopération accrue du Gouvernement soudanais, mais nous prenons note des préoccupations suscitées par la présence régulière de responsables gouvernementaux à certaines des réunions du Groupe. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement soudanais à coopérer avec le Groupe dans le strict respect de son indépendance et de son mandat d'enquête. Comme la Présidente du Comité 1591 l'a dit, le Groupe a soumis son rapport final au Comité. Dans ce rapport, il a indiqué que les affrontements entre l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid et les

Forces gouvernementales soudanaises dans la région du Jebel Marra, au Darfour, étaient le principal fait survenu au cours de la période considérée. Nous avons entendu dire dans les exposés sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) que ces affrontements ont fait un nombre considérable de victimes civiles, provoqué de nouveaux déplacements et entraîné des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits par toutes les parties. Des informations faisant état de tirs aveugles, de pillage et d'incendie de villages, ainsi que de violences sexuelles liées au conflit sont particulièrement alarmantes.

Il y a eu une amélioration louable de la situation en matière de sécurité dans certaines régions du Darfour. Et nous avons observé quelques progrès dans le processus de paix, avec la signature, en décembre 2018, d'un accord de pré-négociation par l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité avec le Gouvernement soudanais à Berlin. Toutefois, les affrontements qui ont eu lieu au Jebel Marra nous rappellent de façon brutale que la situation au Darfour n'est pas encore normalisée et reste précaire. C'est pourquoi le Conseil se doit de veiller à une réduction responsable des effectifs de la MINUAD et de tenir le Gouvernement responsable de la réalisation de progrès en matière d'objectifs et d'indicateurs de retrait, tel que convenu dans la déclaration du Président S/PRST/2018/19 que nous avons adoptée en décembre. En outre, l'embargo sur les armes continue d'être violé par tous les groupes armés et par le Gouvernement soudanais. Le rapport du Groupe d'experts parle en détail de l'afflux déstabilisateur d'armes à l'intérieur et en dehors du Darfour. Nous demandons à toutes les parties de respecter l'embargo sur les armes et rappelons au Gouvernement soudanais l'obligation qu'il a de demander l'aval du Comité 1591 avant tout transfert de matériel militaire au Darfour.

La Présidente du Comité 1591 a aussi indiqué dans ses observations que la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, lui a présenté un exposé dans lequel elle a rappelé que les violences sexuelles liées au conflit étaient généralisées au Darfour et que des rescapées et des témoins directs désignent régulièrement les membres des forces de sécurité comme étant les auteurs de ces violences. Elle a aussi souligné que les cas de violence sexuelle continuent d'être peu signalés pour diverses raisons, notamment la crainte de représailles et de stigmatisation prononcée, l'absence de protection pour les victimes et l'inaction des

services chargés de l'application de la loi. Le Royaume-Uni salue l'engagement du Gouvernement en faveur d'un cadre de coopération pour prévenir et combattre la violence sexuelle liée au conflit. La signature et la mise en œuvre complète de cet accord sont nécessaire si les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide veulent être radiées de la liste figurant en annexe des rapports du Secrétaire général sur la violence sexuelle en période de conflit.

Toutefois, je voudrais appeler l'attention sur les importantes recommandations faites au Comité par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Patten, à savoir, premièrement, que la violence sexuelle soit désignée comme critère à part; deuxièmement, que le Groupe d'experts reçoive les ressources et l'expertise dont il a besoin pour enquêter sur la violence sexuelle, et que le Comité demande explicitement au Groupe d'enquêter et de documenter les cas de violence sexuelle présumés au Darfour; et, troisièmement, que tout futur processus de définition des critères pour la levée éventuelle des sanctions ciblées inclue les dispositions de la résolution 2429 (2018) relatives à la violence sexuelle et des mesures de prévention et de responsabilisation au titre des résolutions 1960 (2010) et 2106 (2013). Le Royaume-Uni exprime son appui à ces recommandations et aux efforts que la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Patten, et son Bureau continuent de déployer pour lutter contre la prévalence inquiétante de la violence sexuelle au Soudan.

Bien qu'elle n'ait pas été examinée par le Comité 1591, je voudrais aussi saisir cette occasion pour dire quelques mots sur la situation qui règne actuellement au Soudan et des manifestations qui y ont cours. Le Royaume-Uni est préoccupé par la situation actuelle. L'usage d'une force meurtrière et les détentions arbitraires par les forces de sécurité en réponse à des manifestations pacifiques sont inacceptables et doivent cesser. Nous sommes choqués par les informations selon lesquelles les forces de sécurité auraient utilisé des gaz lacrymogènes et commis des actes de violence dans les hôpitaux contre des patients et les médecins qui fournissaient des soins médicaux. Nous demandons de nouveau que les activités de police menées dans le cadre des manifestations soient marquées par la retenue, que les personnes détenues soient libérées et que justice soit rendue pour les personnes tuées. L'approche du Royaume-Uni s'agissant de son action dans le pays dans les mois et les années sera fonction de la réaction du Gouvernement soudanais face à ces manifestations.

Pour terminer, je voudrais remercier à nouveau la Présidente du Comité pour son engagement sans faille. Je voudrais en outre réaffirmer l'importance du régime des sanctions au Soudan et exprimer notre espoir que tous les membres du Comité feront montre d'un esprit constructif alors que nous approchons du renouvellement du régime des sanctions établi par la résolution 2206 (2015), le mois prochain.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la République dominicaine.

Nous remercions l'Ambassadrice Wronecka d'avoir présenté le rapport sur les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan et d'avoir pris l'initiative de le faire en séance publique.

En ce qui concerne la question à l'examen, ma délégation se félicite de différentes initiatives qui ont été prises dans le cadre du processus de paix au Darfour, telles que la signature, le 6 décembre 2018 à Berlin, de l'accord de négociation préalable par le Gouvernement soudanais, l'Armée de libération du Soudan-Minni Minawi et le Mouvement pour la justice et l'égalité, ainsi que de la campagne de collecte d'armes menée par le Gouvernement, qui a contribué à améliorer quelque peu les conditions de sécurité dans les zones urbaines. Nous voudrions également appeler l'attention sur l'évolution positive de la dynamique régionale, en particulier les relations avec les pays voisins.

Malheureusement, en dépit de ces signes d'engagement de la part des parties au conflit, le processus de paix au Soudan se heurte à bien des difficultés. Nous sommes préoccupés par les affrontements dans le Jebel Marra, qui ont, de nouveau, provoqué des déplacements de population, une crise humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme. En outre, nous sommes vivement préoccupés par la vulnérabilité des femmes et des filles, qui continuent d'être la cible de violences sexuelles résultant du conflit.

Par ailleurs, nous notons avec préoccupation que le Gouvernement soudanais et les groupes armés continuent de violer les dispositions de l'embargo sur les armes, en violation flagrante du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), et que les mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs ne sont pas mises en œuvre.

Enfin, nous exhortons le Gouvernement et les autres parties au conflit à redoubler d'efforts pour

mettre en œuvre ces mesures, mais surtout à jeter les bases des conditions permettant d'éliminer la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent les filles et les femmes, de mettre un terme aux violences sexuelles et de mettre en place un processus efficace de responsabilisation pour traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Soudan.

M. Elnour (Soudan) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter votre pays, Monsieur le Président, pour son entrée en fonctions en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2019-2020 et pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je voudrais également souhaiter la bienvenue aux États qui ont récemment pris leurs fonctions en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité, à savoir l'Allemagne, la Belgique, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, un pays frère. Ma délégation réaffirme sa volonté de coopérer avec eux et avec le Conseil de sécurité s'agissant de toutes les questions relatives au Soudan dans le cadre des travaux du Conseil.

Nous voudrions également exprimer notre gratitude à l'Ambassadrice Joanna Wronecka. Nous la remercions de l'exposé qu'elle a fait en sa qualité de Présidente du Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan et du rapport qu'elle a présenté aujourd'hui. Je voudrais également remercier les membres du Conseil pour les déclarations qu'ils ont prononcées à la présente séance.

En ce qui concerne le processus de paix au Darfour, je voudrais souligner les points suivants. Premièrement, le Gouvernement soudanais est fermement attaché au processus de paix et à la création des conditions propices à son aboutissement. Mon gouvernement est prêt à reprendre les négociations avec le Mouvement pour la justice et l'égalité et l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi, conformément à l'accord de négociation préalable signé en Allemagne le 6 décembre 2018. Nous voudrions remercier à nouveau nos partenaires en Allemagne et nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre coopération avec le Conseil de sécurité. Nous espérons que davantage de pressions seront exercées sur les groupes armés afin de les encourager à se rallier au processus de paix,

conformément au Document de Doha pour la paix au Darfour.

Deuxièmement, s'agissant de la situation dans le Jebel Marra, je voudrais confirmer que ce qui s'est passé dans cette région est la conséquence directe du refus par ce qui est connu sous le nom d'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid de répondre favorablement à toutes les invitations à tenir des négociations afin de normaliser une situation qui existe depuis 2006 et de parvenir à une solution pacifique. En outre, certains membres du Conseil ont également refusé d'adopter des mesures contre ce mouvement et ses dirigeants, qui se montrent intransigeants, qui font preuve de mépris pour la vie de nos populations au Darfour et qui entravent tous les efforts nationaux, régionaux et internationaux visant à établir la paix au Darfour.

Troisièmement, je voudrais mettre en exergue le lien étroit qui existe entre la paix et le développement au Darfour. De par sa nature, le conflit au Darfour est un conflit lié aux ressources limitées à des fins de développement. Par conséquent, l'élimination des causes profondes de cette situation dépend du niveau d'engagement de nos partenaires et de la communauté internationale et de leur volonté d'appuyer le développement au Darfour et de répondre à l'appel lancé lors de la Réunion de haut niveau sur la transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix et au développement au Darfour, tenue en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale en septembre 2018.

En ce qui concerne les sanctions, je voudrais faire les observations suivantes. Nous confirmons l'engagement du Gouvernement soudanais à coopérer avec les entités et organismes des Nations Unies présents au Soudan à condition qu'ils respectent leur mandat et la souveraineté du Soudan. En outre, nous rejetons fermement les informations erronées non vérifiées figurant dans le dernier rapport du Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005) (voir S/2019/34). Ces informations ont été recueillies auprès de sources qui ne sont ni crédibles ni impartiales, telles que Radio Dabanga.

Je tiens à signaler que depuis que le régime de sanctions a été imposé au Darfour en vertu de la résolution 1591 (2005), il y a eu de nombreuses évolutions et que la situation au Darfour a changé, comme en témoignent le Conseil de sécurité et les rapports du Secrétaire général. Les circonstances actuelles sont très différentes de celles qui existaient lorsque le régime de sanctions a été imposé, il y a 13 ans. Tous les rapports de

l'Organisation des Nations Unies qui ont été présentés par le Secrétaire général et le Groupe d'experts pour la période à l'examen confirment l'amélioration constante de la situation en matière de sécurité au Darfour. Cette amélioration a constitué le facteur principal qui a amené le Conseil de sécurité à adopter les résolutions 2363 (2017) et 2429 (2018), lesquelles prévoient des réductions des effectifs des contingents de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), en préparation d'un arrêt définitif et d'un retrait complet d'ici à juin 2020.

Le Gouvernement soudanais a continué de déployer des efforts pour normaliser la situation au Darfour dans ses différents aspects, afin que les États du Darfour puissent retourner à la normalité. Le Gouvernement a fait des efforts dans le domaine de la sécurité, qui ont abouti à de grands progrès dans l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans l'ensemble du Darfour. La campagne visant à désarmer les citoyens et à recueillir leurs armes a permis de renforcer la stabilité et la sécurité et a mis fin aux flambées de violence qui avaient pu se produire dans le passé, tout en luttant contre les actes criminels et le banditisme. Le Gouvernement est parvenu à exercer son autorité et à appliquer l'état de droit, et il poursuit ses efforts au quotidien, ce qui a renforcé la sécurité et la stabilité et incité un grand nombre de personnes déplacées à regagner leur foyer.

En février dernier, le Conseil a adopté la résolution 2400 (2018), qui a prorogé jusqu'en février de cette année le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan. Je tiens à signaler que, au paragraphe 3 de cette résolution, le Conseil a exprimé son intention d'examiner le régime de sanctions au Darfour compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain. Étant donné que tous les rapports présentés par le Secrétaire général et le Groupe d'experts pendant la période à l'examen confirment l'amélioration constante de la situation au Darfour, nous espérons que, en février, au moment d'envisager l'adoption d'un nouveau projet de résolution prorogeant le mandat du Groupe, le Conseil réexaminera le régime de sanctions imposé au Darfour en application de la résolution 1591 (2005). Cela

permettrait aux forces armées soudanaises d'exercer leurs fonctions, comme le garantissent la Charte des Nations Unies et la Constitution de l'État, à la lumière en particulier de la réduction prévue des effectifs des contingents de la MINUAD, en préparation de son retrait l'année prochaine. En outre, nos forces armées et autres entités chargées de la sécurité pourraient combattre la criminalité transnationale, la traite des personnes et la migration illégale, ainsi que lutter contre le terrorisme et mener à bien d'autres tâches, ce qui fait que la communauté internationale se doit de soutenir nos institutions militaires. Le Conseil de sécurité doit prendre en considération le fait que le Darfour est limitrophe de trois États qui connaissent des conflits, rendant ainsi nécessaire que les forces armées et autres institutions compétentes puissent maîtriser la situation le long des frontières communes avec ces États.

En réponse aux remarques des membres du Conseil sur les manifestations, la violence et les sabotages qui se sont produits dans certaines parties du Soudan depuis le 19 décembre 2018, je tiens à déclarer ce qui suit. Le Gouvernement soudanais est pleinement attaché à donner à ses citoyens la possibilité d'exprimer pacifiquement leurs vues concernant la situation politique et économique dans le pays. Dans le même temps, le Gouvernement soudanais entend s'acquitter de ses obligations constitutionnelles et respecter le droit international, conformément à son droit de protéger les vies humaines et les biens publics contre les sabotages, les incendies criminels et toutes les autres formes de violence, que certains manifestants ont commis. Je voudrais aussi confirmer que ces manifestations n'ont aucun lien, pas même lointain, avec le sujet de la présente séance, qui est consacrée à un point précis de l'ordre du jour, à savoir un débat sur le rapport final du Groupe d'experts (voir S/2019/34) du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005), concernant les sanctions imposées au Soudan. Je demande que les membres du Conseil restent concentrés sur la question à l'examen.

La séance est levée à 11 h 25.